

AFRISTAT
1 3^{ème} réunion du Comité de direction
Libreville, 10 avril 2006

RAPPORT D'ACTIVITES 2005 DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	3
2	SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT AU 31 DECEMBRE 2005	4
2.1	<i>PERSONNEL</i>	4
2.2	<i>LOCAUX ET EQUIPEMENTS.....</i>	4
2.3	<i>FINANCEMENT DES ACTIVITES.....</i>	4
3	ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE.....	5
3.1	<i>ORGANISATION DES REUNIONS STATUTAIRES D'AFRISTAT.....</i>	5
3.1.1	<i>Onzième réunion du Comité de direction.....</i>	5
3.1.2	<i>Dixième réunion du conseil scientifique.....</i>	6
3.1.3	<i>Douzième réunion du Comité de direction.....</i>	6
3.1.4	<i>Quatorzième session du Conseil des Ministres.....</i>	6
3.1.5	<i>Session extraordinaire du Conseil des Ministres.....</i>	7
3.2	<i>RECONSTITUTION DES RESSOURCES PROPRES D'AFRISTAT POUR LA PERIODE 2006-2015.....</i>	8
3.3	<i>ELABORATION DU PROGRAMME STRATEGIQUE DE TRAVAIL D'AFRISTAT.....</i>	8
3.4	<i>DEVELOPPEMENT ET GESTION DES BASES DE DONNEES, DIFFUSION ET DOCUMENTATION.....</i>	9
3.4.1	<i>Mise en place et gestion de la base de données socio-économiques et de la Banque de données de la Direction générale.....</i>	9
3.4.2	<i>Gestion du Site Internet d'AFRISTAT.....</i>	9
3.4.3	<i>Collecte des données auprès des systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT.....</i>	10
3.4.4	<i>Base de données des rapports et ordres de missions.....</i>	10
3.4.5	<i>Base de données de consultants.....</i>	10
3.4.6	<i>Publications.....</i>	10
3.4.7	<i>Documentation.....</i>	11
3.5	<i>ENCADREMENT DES STAGIAIRES ET APPUI A LA PREPARATION AUX CONCOURS ITS/ISE.....</i>	11
3.6	<i>PARTICIPATION AUX SEMINAIRES ET ATELIERS.....</i>	12
4	APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX.....	12
4.1	<i>FORMATION CONTINUE.....</i>	12
4.1.1	<i>Elaboration des stratégies nationales de développement statistique et renforcement institutionnel.....</i>	12
4.1.2	<i>Séminaire de Libourne su le suivi statistique de la pauvreté.....</i>	13
4.1.3	<i>Séminaire avec le pôle de Dakar en analyse sectorielle en éducation/BREDA.....</i>	13
4.1.4	<i>Atelier sur les politiques publiques de réduction de la pauvreté et de poursuite des OMD</i>	13
4.2	<i>APPUI A L'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX.....</i>	14
4.3	<i>CONJONCTURE ET PREVISION ECONOMIQUES.....</i>	16
4.4	<i>APPUI AU SUIVI DES STATISTIQUES DES PRIX A LA CONSOMMATION.....</i>	17
4.5	<i>APPUI A L'AMELIORATION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES.....</i>	17
4.6	<i>APPUI A L'AMELIORATION DES STATISTIQUES AGRICOLES.....</i>	18
4.7	<i>APPUI AUX ETATS POUR LE SUIVI DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET DE LA PAUVRETE....</i>	18
4.7.1	<i>Enquêtes sur les dépenses des ménages.....</i>	19
4.7.2	<i>Appui à la mise en place de systèmes d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et des /OMD.....</i>	21
4.7.3	<i>Appui aux Etats pour la diffusion de l'information statistique.....</i>	23

5	ETAT DE LA COOPERATION AVEC LES BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	24
5.1	<i>COOPERATION FRANÇAISE</i>	24
5.2	<i>PARTENARIAT AVEC LA COMMISSION DE L'UEMOA ET LE SECRETARIAT EXECUTIF DE LA CEMAC 25</i>	25
5.3	<i>COOPERATION AVEC LA CEDEAO</i>	25
5.4	<i>COOPERATION AVEC LE PNUD</i>	26
5.5	<i>PARTENARIAT AVEC AFRITAC-OUEST</i>	26
5.6	<i>PARTENARIAT AVEC LA BANQUE MONDIALE</i>	26
5.7	<i>PARTENARIAT ACBF/BIT/AFRISTAT</i>	26
5.8	<i>INITIATIVE DE LA DIVISION DES STATISTIQUES DES NATIONS UNIES (DSNU) POUR LA REDACTION D'UN MANUEL D'ANALYSE DE LA PAUVRETE EN AFRIQUE</i>	27
5.9	<i>PARTENARIAT AVEC LA BAD</i>	27
5.10	<i>PARTENARIAT AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS ET ORGANISMES.....</i>	28
	ANNEXE1 : MISE EN ŒUVRE DU SCN93 DANS LES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT EN 2006	29
	ANNEXE : TABLEAU RESUME DES REALISATIONS AU COURS DE L'ANNEE 2005.....	31

1 INTRODUCTION

1. L'année 2005 a marqué la fin du premier Fonds AFRISTAT 1998-2005 et du PROSMIC 2001-2005. Les activités au cours de 2005 se sont déroulées dans un contexte caractérisé, au plan international, par une bonne tenue de l'activité mondiale, un taux de change de l'euro en repli par rapport au dollar et par un ralentissement de l'inflation conforté par une relative accalmie sur les marchés du pétrole au dernier trimestre de l'année.

2. Elle a aussi connu une croissance économique des Etats membres en général, mais également une forte hausse des prix principalement de l'alimentation de base dans les pays sahéliens. Cette inflation a été également forte en Mauritanie et plus encore en Guinée suite à la dépréciation de leur monnaie respective.

3. Dans le domaine de la statistique, 2005 a été caractérisé en Afrique par le démarrage effectif de la collecte des données des prix dans le cadre du PCI (Programme de comparaison internationale), le lancement de la démarche SNDS (stratégie nationale de développement statistique). Pour les Etats membres d'AFRISTAT, 2005 marque la dixième année d'existence d'AFRISTAT au cours de laquelle le Programme stratégique de travail d'AFRISTAT 2006-2010 a été élaboré. Elle a été marquée également par les activités liées à la reconstitution des ressources propres pour la période 2006-2015.

4. Conformément au programme de travail 2005 et aux recommandations formulées par les instances statutaires d'AFRISTAT, l'action de la Direction générale a porté sur :

- les activités d'ordre institutionnel et le renforcement de ses capacités d'intervention ;
- l'appui au renforcement institutionnel des systèmes statistiques nationaux (SSN) ;
- l'appui au développement des systèmes d'information pour les stratégies de lutte contre la pauvreté ;
- l'appui à l'élaboration de statistiques économiques de base et de synthèses statistiques ;
- le développement de bases de données et la diffusion statistique.

5. En ce qui concerne les autres activités, leur réalisation, retracée ci-après, est complétée par le tableau, joint en annexe 2, qui reprend les actions menées par domaine.

6. Le présent rapport s'articule en quatre parties. La première partie décrit la situation administrative et financière de la Direction générale d'AFRISTAT au 31 décembre 2005. La deuxième partie est consacrée aux activités d'ordre institutionnel de la Direction générale et donne un aperçu de la mise en œuvre des recommandations issues des sessions des instances statutaires. La troisième partie fait le point des appuis aux systèmes statistiques nationaux (SSN) et la dernière partie du rapport présente l'état de la coopération avec les partenaires techniques et financiers.

2 SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT AU 31 DECEMBRE 2005

2.1 Personnel

7. Au début de l'année 2005, AFRISTAT a disposé d'une équipe de dix neuf experts (contre seize en 2004) dont huit sont pris en charge par le Fonds AFRISTAT, (Directeur Général, Directeur Général Adjoint, deux comptables nationaux, un expert en statistiques agricoles, un expert en analyse de la pauvreté, un expert en enquêtes auprès des ménages et un statisticien informaticien). L'assistance technique française consistait en six experts dont un macro-économiste, un comptable national, un statisticien du secteur productif, un statisticien en statistiques sociales, un statisticien informaticien et un volontaire international. A ces experts s'ajoutent ceux pris en charge par les programmes et projets : deux experts en systèmes d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD financés par le PNUD, et un expert en système d'information pour le suivi du marché du travail et de l'emploi pris en charge par l'ACBF.

8. En fin d'année le nombre des experts pris en charge par le Fonds AFRISTAT est demeuré stable avec le départ d'un comptable national (décembre 2005) et le recrutement d'un macro-économiste (avril 2005). Celui des assistants techniques français est passé de six à cinq avec l'arrivée du responsable du Centre de recherche appliquée d'AFRISTAT (CERA) et le départ d'un comptable national et d'un expert statisticien informaticien. Le nombre des experts mis à disposition par les projets n'a pas changé. Au total, AFRISTAT disposait en fin d'année d'une équipe de 16 experts.

9. L'équipe technique était assistée par le personnel d'appui administratif et technique composé de 13 agents au 31 décembre 2005 contre 12 à la même époque de 2004.

2.2 Locaux et équipements.

10. Comme pour les années antérieures, la Direction générale a poursuivi l'amélioration de ses moyens de fonctionnement avec l'acquisition de nouveaux équipements bureautiques pour remplacer ceux devenus obsolètes (ordinateurs de bureaux, portables, imprimantes et serveurs) et d'un véhicule en remplacement d'un autre complètement amorti. L'installation du deuxième serveur a renforcé les capacités informatiques de la Direction générale. La salle de conférence d'AFRISTAT dans le nouveau bâtiment a été rendue fonctionnelle.

2.3 Financement des activités.

11. Le budget de la Direction générale d'AFRISTAT en 2005, s'élevait à 813 000 000 FCFA contre 700 304 640 FCFA en 2004, soit une hausse de 16,09%.

12. En dépenses, le budget a été exécuté à 84,65%. Les recettes ont été réalisées à 114,68%. L'exécution du budget n'a pas connu de difficultés particulières.

3 ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE

3.1 Organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT

13. La Direction générale a organisé une session ordinaire et session extraordinaire du Conseil des Ministres, deux réunions du Comité de direction et une réunion du Conseil scientifique. Ces rencontres ont permis de traiter des aspects touchant à la gestion courante et de prendre des décisions importantes relatives à l'avenir de l'Observatoire.

3.1.1 Onzième réunion du Comité de direction

14. La onzième réunion du Comité de direction s'est tenue du 3 au 5 avril 2005 à Cotonou (Bénin). Les dossiers examinés par le Comité étaient relatifs aux rapport d'activités et aux questions budgétaires 2004, aux orientations stratégiques de travail de la Direction générale d'AFRISTAT pour la période 2006-2010, à une proposition de stratégie de communication de la Direction générale, aux propositions de modification de certaines dispositions du statut du personnel de la Direction générale et à la situation des contributions au Fonds AFRISTAT et des ratifications du Traité.

15. Concernant la gestion courante de l'institution, le Comité avait adopté le rapport d'activités 2004 et donné quitus à la Direction générale pour sa gestion et avait arrêté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2004, tels qu'ils ont été présentés dans le rapport du Commissaire aux comptes. Il avait formulé une recommandation au Conseil des Ministres pour l'adoption de quelques modifications du statut du personnel.

16. En ce qui concerne l'élaboration du PSTA, il avait approuvé les orientations stratégiques de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 et avait mis en place un groupe de travail pour apporter un appui à la Direction générale. Ce groupe était composé de la Mauritanie, du Cameroun, de l'ENSEA et des deux membres cooptés du Comité de direction.

17. Pour ce qui est de la situation des contributions au Fonds AFRISTAT et des ratifications du Traité, il a recommandé (i) l'exclusion d'AFRISTAT à compter du 31 décembre 2005 des Etats qui n'auraient pas ratifié le Traité créant AFRISTAT ; (ii) que les Etats qui n'ont pas encore versé intégralement leur contribution proposent au Conseil des Ministres un nouveau délai pour se libérer de leur engagement. En outre, le Comité recommande au Conseil des Ministres l'application des mesures conservatoires suivantes, en cas de non-respect du délai fixé devant le Conseil des Ministres : (a) la suspension immédiate des interventions financées sur le Fonds AFRISTAT pour les Etats n'ayant rien versé au Fonds ; (b) la limitation des interventions sur le Fonds AFRISTAT pour les Etats n'ayant pas versé la totalité de leur contribution au Fonds.

3.1.2 Dixième réunion du conseil scientifique

18. La 10^{ème} réunion du Conseil scientifique s'est tenue du 3 au 5 octobre 2005 à Bamako (Mali). Les principales questions abordées étaient relatives à l'état d'avancement de l'exécution du programme d'activités 2005 d'AFRISTAT, à l'élaboration des comptes nationaux « non définitifs » dans les Etats membres, à la mise en œuvre du « Cadre de référence et support méthodologique minimum commun pour le suivi des DSRP et des OMD » (CRESMIC), au projet de Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 et au projet de plan d'action 2006.

19. Pour ces importantes questions, des avis et des recommandations ont été formulés à l'attention du Comité de direction. Ainsi, le Conseil lui a recommandé d'adopter le Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 et le plan d'action 2006. En matière d'élaboration des comptes nationaux « non définitifs », il a recommandé à la Direction générale d'accompagner les pays qui devraient consacrer une partie de l'aide budgétaire reçue à la production des statistiques courantes et des comptes nationaux. Il a, en outre, recommandé une large diffusion du CRESMIC, son intégration dans la démarche SNDS et sa traduction en anglais.

3.1.3 Douzième réunion du Comité de direction

20. La 12^{ème} réunion du Comité de direction s'est tenue du 24 au 26 octobre 2005 à Bamako (Mali).

21. Lors de cette session, le Comité faisant siennes les recommandations du Conseil scientifique, a approuvé le Programme stratégique de travail de la Direction générale d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 ainsi que le plan d'action 2006 et recommandé à la Direction générale d'assister les Etats membres en vue d'une meilleure appropriation du PSTA et de son intégration dans les réflexions sur l'élaboration des stratégies nationales pour le développement de la statistique (SNDS).

22. Pour permettre la mise en œuvre du PSTA et du plan d'action 2006, il avait adopté le budget 2006 équilibré en recettes et en dépenses à la somme de 990 millions de FCFA, l'organigramme de la Direction générale et autorisé le recrutement sur le Fonds AFRISTAT, en 2006 d'un expert principal en appuis stratégiques et diffusion, d'un expert principal en systèmes d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté, d'un expert en questions institutionnelles et coordination statistique et d'un expert assistant.

23. Le Comité avait, par ailleurs, autorisé la célébration du 10^{ème} anniversaire du démarrage des activités d'AFRISTAT à Libreville en marge de la réunion des Ministres des Finances de la Zone franc et donné mandat au Président du Comité à cet effet pour en assurer la bonne exécution.

3.1.4 Quatorzième session du Conseil des Ministres

24. La quatorzième session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT s'est tenue le 6 avril 2005 à Cotonou (Bénin). Les questions soumises à l'appréciation du Conseil étaient relatives à l'état des ratifications du Traité et des contributions au premier Fonds AFRISTAT, à l'état de la reconstitution du deuxième Fonds d'AFRISTAT, l'approbation des orientations stratégiques de travail de la Direction générale d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 et l'adoption des modifications de certaines dispositions du statut du personnel.

25. Le Conseil a fixé les orientations stratégiques de travail de la Direction générale pour la période 2006-2010 qui se déclinent comme suit : (i) *apporter un soutien et une assistance technique aux systèmes statistiques nationaux des Etats en matière d'organisation pour le développement de la statistique ainsi que dans le domaine de la formation ; (ii) contribuer au développement des systèmes d'information pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que pour la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement ; (iii) apporter un appui aux Etats d'Afrique subsaharienne pour le renforcement des capacités de collecte, de traitement et d'analyse des données statistiques, et d'élaboration de synthèses statistiques et économiques ; (iv) développer et contribuer à développer les bases de données dans les Etats et renforcer les capacités de diffusion des données statistiques ; (vi) contribuer à la recherche appliquée en vue de développer des méthodologies adaptées aux capacités des systèmes statistiques nationaux des Etats.*

26. Le Conseil a adopté les modifications du statut du personnel telles que proposées par la Direction générale d'AFRISTAT et incité cette dernière à la prudence dans la mise en application des nouvelles mesures dans le contexte actuel de la reconstitution du Fonds AFRISTAT.

27. Concernant l'état des ratifications du Traité et des contributions au premier Fonds AFRISTAT, le Conseil des Ministres a donné un nouveau délai, jusqu'au 31 décembre 2005, aux Etats qui n'ont pas ratifié le Traité. Au-delà de cette date, les Etats seront suspendus des activités d'AFRISTAT et seraient exclus de l'organisation fin 2006 au cas où cette formalité ne serait pas remplie. S'agissant du versement des contributions, le Conseil a demandé aux Etats concernés d'informer la Direction générale d'un échéancier de paiement d'ici fin 2005. Le Conseil a aussi décidé de limiter les interventions financées sur le Fonds AFRISTAT dans les Etats qui ne sont pas en règle de leurs contributions, à compter du 1er janvier 2006. En plus de ces mesures, le Conseil des Ministres a décidé d'organiser dans chacun des pays concernés, des actions de sensibilisation afin d'amener ces Etats à mieux appréhender l'importance d'AFRISTAT pour le développement de leurs systèmes statistiques.

28. S'agissant de la reconstitution du deuxième Fonds d'AFRISTAT, les membres du Conseil ont annoncé les mesures envisagées par leur Gouvernement respectif pour verser leurs contributions au Fonds AFRISTAT pour la période 2006-2015.

3.1.5 Session extraordinaire du Conseil des Ministres

29. Une session extraordinaire du Conseil des Ministres d'AFRISTAT s'est tenue le 19 septembre 2005 à Paris pour examiner les mesures à prendre pour accélérer la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015

30. Le Conseil avait recommandé à la Direction Générale d'AFRISTAT de mettre en place une véritable méthodologie d'approche des partenaires pour la mobilisation des ressources et d'établir un dialogue entre les responsables des finances et les autres partenaires. Dans l'immédiat, elle avait été instruite de saisir officiellement les ministres de tutelle et ceux des finances pour attirer leur attention sur la gravité de la situation en joignant le tableau des contributions des Etats membres.

3.2 Reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015

31. La reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015 a continué à être une des préoccupations principales de la Direction générale au cours de l'année 2005. En application des directives de la session d'avril 2005 et des recommandations de la session extraordinaire de septembre 2005 du Conseil des Ministres, la Direction générale a multiplié des démarches auprès des autorités compétentes des Etats pour la mobilisation des contributions au Fonds AFRISTAT. Les responsables d'AFRISTAT se sont rendus à cet effet à Niamey (Niger), N'Djamena (Tchad), Moroni (Comores), Brazzaville (Congo), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bissau (Guinée Bissau), Dakar (Sénégal), et Yaoundé (Cameroun). Le taux de mobilisation au 31 décembre 2005 n'était que de 7,81%.

3.3 Elaboration du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT

32. Conformément aux dispositions du Traité, à la directive du Conseil de Ministres et à la recommandation du Comité de direction, AFRISTAT s'est doté d'un programme de travail dénommé "Programme stratégique de travail d'AFRISTAT 2006-2010" (PSTA) afin de donner une plus grande cohérence technique et financière à ses interventions et d'en permettre un meilleur suivi.

33. Le PSTA est le fruit d'un processus qui a duré plus d'une année. Suite à l'évaluation du PROSMIC, le Comité de direction lors de sa session d'octobre 2004 tenue à Nouackchott, avait instruit la Direction générale pour l'élaboration d'un programme de travail pour la période 2006-2010. La Direction générale avait formulé une proposition d'orientations stratégiques pour la période 2006-2010 qui avait fait l'objet d'examen du Conseil scientifique qui en avait recommandé l'approbation par le Comité de direction. In fine, le Conseil des Ministres avait fixé des orientations. Pour élaborer le PSTA, AFRISTAT a bénéficié de l'appui de personnes ressources extérieures et du groupe de travail mis en place par le Comité de direction. Le projet de PSTA a été examiné successivement par le Conseil scientifique et le Comité de direction. Il a été approuvé en octobre 2005 par le Comité de direction.

34. Le PSTA répond à un double but :

- doter AFRISTAT d'un outil de gestion, d'anticipation, de coordination et de mobilisation de ressources pour la période sous revue ;
- offrir aux SSN des Etats membres un cadre dont ils devraient s'inspirer pour bâtir leurs stratégies nationales de développement de la statistique.

35. Ce programme donne un contenu à ce que sera l'action d'AFRISTAT au cours des cinq prochaines années en vue du renforcement des capacités statistiques de ses Etats membres dans le contexte, d'une part, du suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), et d'autre part, de l'élaboration de systèmes d'information pour la gestion du développement axée sur les résultats.

36. Le plan d'action de l'année 2006 a été également élaboré et approuvé par le Comité de direction. Pour faciliter sa mise en œuvre, la Direction générale a effectué quelques des missions de programmation dans certains pays pour mieux prendre en compte leurs besoins d'assistance des INS

3.4 Développement et gestion des bases de données, diffusion et documentation

3.4.1 Mise en place et gestion de la base de données socio-économiques et de la Banque de données de la Direction générale

37. Dans le cadre du projet pour la mise en place d'outils de suivi et évaluation des politiques de réduction de la pauvreté financé par le Fonds de Développement Institutionnel (FDI) de la Banque mondiale, la Direction générale a mis en place une base de données socio-économiques, AFRILDB, qui est une adaptation de la 2gLDB regroupant toutes les données socio-économiques des Etats membres d'AFRISTAT. Grâce à son module AFRIPUB développé au cours de l'année 2005, elle permet de générer et de publier sur le site Internet, toutes les semaines, des fichiers HTML et chaque trimestre, un Bulletin des données conjoncturelles des États membres d'AFRISTAT (BDCEA). Ce module est en cours d'adaptation dans les pays pilotes bénéficiaires du projet (Cameroun, Gabon et Mauritanie) ainsi qu'en Guinée pour leur permettre de publier un bulletin d'informations conjoncturelles à partir des données qu'ils auront entreposées dans la 2gLDB.

38. Pour l'administration de la base, une documentation technique fournie et détaillée a été rédigée et est disponible. Il s'agit notamment des guides de l'utilisateur, de l'installateur, du producteur, du programmeur et de l'administrateur.

39. Pour ce qui est de l'archivage des données, la DataBank qui est un entrepôt de fichiers d'enquêtes a été installée. Le répertoire des enquêtes auprès des ménages a été constitué et sera affiché sur le site de l'International Household Survey Network <http://www.surveynetwork.org/surveys>. Il sera utilisé par AFRISTAT pour la gestion des fichiers des enquêtes menées dans l'ensemble des pays dans lesquels il intervient. Les fichiers des enquêtes de type 1-2-3 menées dans les pays de l'UEMOA entre 2001 et 2003 sont déjà stockés dans la DataBank et des CD-rom seront créés et diffusés. AFRISTAT gèrera le calendrier des enquêtes à venir qui est accessible sur <http://www.surveynetwork.org/plannedsurveys>.

3.4.2 Gestion du Site Internet d'AFRISTAT

40. La Direction générale a poursuivi à travers son site la diffusion des informations sur l'actualité statistique africaine et internationale et des données statistiques conjoncturelles et structurelles sur ses Etats membres. Avec la mise en ligne des sites des INS, une passerelle est mise en place. Des échanges de liens avec d'autres sites sont réalisés pour améliorer son audience.

41. De nouvelles rubriques ont été introduites pour mettre en exergue certaines activités d'AFRISTAT jugées importantes. Ainsi, une nouvelle rubrique est désormais consacrée à la lutte contre la pauvreté. Elle donne des informations sur les deux projets actuellement en cours de réalisation à AFRISTAT, à savoir le Projet d'appui au suivi régional des DSRP et des objectifs du millénaire pour le développement financé par le PNUD et le Projet ACBF relatif au système d'information sur le marché

du travail. On y trouve également des liens vers les principales documentations traitant de la lutte contre la pauvreté.

3.4.3 Collecte des données auprès des systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT

42. La Direction générale d'AFRISTAT mène deux types d'opérations de collecte d'informations auprès des systèmes statistiques nationaux. La première est l'enquête annuelle sur l'évolution des moyens humains et matériels des instituts nationaux de statistique de ses Etats membres. Le questionnaire a été transmis en octobre 2005 pour l'état de la situation au 31 décembre 2004. La seconde opération de collecte porte sur les données statistiques structurelles et conjoncturelles : le questionnaire étant en cours de révision, notamment pour prendre en compte les indicateurs suivis dans le cadre du DSRP et des OMD, l'enquête sera relancée en 2006.

43. Pour ces opérations, des conventions de consultation nationale ont été signées avec 16 directeurs d'INS ayant répondu à la proposition de désignation d'un consultant national. A travers de telles conventions, les directeurs des INS désignent des agents pour assurer la coordination et le recueil des informations

44. D'une manière générale, AFRISTAT éprouve d'énormes difficultés pour la collecte des données statistiques des SSN et ce, malgré la constitution de ce réseau de consultants nationaux.

3.4.4 Base de données des rapports et ordres de missions

45. Mise en place en 2003, la base de données des ordres et des rapports de mission a pour objectif de mettre à la disposition des Etats membres des informations sur les activités menées par les experts à leur profit. Elle a connu des améliorations au cours de l'année 2005 et sera consultable en 2006 via un accès sécurisé par pays à travers le site Internet de la Direction générale.

3.4.5 Base de données de consultants

46. La Direction générale a poursuivi la gestion de la base de données des consultants en recevant les curricula vitae de personnes qui souhaitent faire partie du répertoire de consultants d'AFRISTAT. Cette base comporte actuellement plus de 60 consultants potentiels avec une expertise variée et confirmée dans divers domaines de compétence des métiers de la statistique. Elle sert à AFRISTAT et aux partenaires à identifier des personnes ressources et constitue aussi un baromètre de l'audience d'AFRISTAT dans la communauté des acteurs statistiques et économiques. Ainsi, elle a servi en 2005 pour l'identification de coordonnateurs de projets de renforcement de capacités dans certains Etats membres (Mali, Burkina Faso et Niger).

3.4.6 Publications

47. Au cours de l'année 2005, la Direction générale a réalisé et diffusé une plaquette intitulée « AFRISTAT Horizon 2015 : quelques repères sur les perspectives d'AFRISTAT », le nouveau statut du personnel, le Règlement financier et comptable et les quatre numéros trimestriels de la Lettre d'AFRISTAT (n°31 à 34).

48. La Direction générale a contribué à la publication du numéro 99 de la revue STATECO. Cette contribution a porté sur le développement des thèmes relatifs à la « stratégie de développement des comptes nationaux dans les Etats membres d'AFRISTAT » et à la « conception et à la mise en oeuvre des enquêtes 1-2-3 au sein de l'UEMOA : les enseignements méthodologiques à tirer ».

49. D'autres publications ont été préparées et devront paraître au cours du premier trimestre 2006. Il s'agit :

- du Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 ;
- du rapport de l'étude méthodologie sur l'estimation de la production maraîchère dans la ville de Bamako ;
- du cadre de référence et d'un support méthodologique minimum commun (CRESMIC) issu du programme PNUD de suivi et évaluation des DSRP et des OMD.

3.4.7 Documentation

Le centre de documentation continue de recevoir régulièrement les publications des Etats membres d'AFRISTAT, de l'Insee, d'Eurostat, du FMI, des banques centrales et d'autres partenaires. Ces documents sont enregistrés dans la base de données bibliographique, AFRIST, avec le logiciel WINISIS.

50. AFRISTAT publie mensuellement pour son usage interne le bulletin des sommaires des périodiques et une liste des nouvelles acquisitions.

51. Le service de diffusion sélective de l'information se poursuit en interne et aussi par correspondance pour répondre à des demandes individuelles de certains instituts nationaux de statistique.

52. Par ailleurs, le centre qui n'est pas ouvert officiellement au grand public, a reçu une trentaine de visites d'experts en mission à Bamako, de consultants ou d'étudiants dans le cadre de recherches documentaires.

3.5 Encadrement des stagiaires et appui à la préparation aux concours ITS/ISE

53. Comme par le passé, la Direction générale a enregistré un grand nombre de demandes de stage au cours de l'année 2005. Il s'agit de demandes de stages conventionnés des grandes écoles de statistique de la zone AFRISTAT ou d'étudiants d'autres structures de formation (GPE, Universités, ENSEA.). L'Observatoire a pu encadrer 7 stagiaires venant de l'ENSEA d'Abidjan, de l'Université d'Abidjan (département de gestion des politiques économiques), de l'ENSAE-Paris, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Université de Yaoundé. Les thèmes étaient relatifs à l'analyse conjoncturelle, aux stratégies de réduction de la pauvreté, au suivi de l'emploi et du secteur informel ainsi qu'aux systèmes d'information pour le suivi et évaluation des politiques de réduction de la pauvreté.

54. L'appui à la préparation des concours ITS/ISE s'est poursuivi au cours de l'année écoulée avec le soutien financier de la Coopération française. Sept pays ont été concernés par ce programme. Il s'agit du Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal et du Tchad. Comme les années précédentes, un contrat de service a été signé entre AFRISTAT et les INS des pays concernés et avec l'ENSEA pour la Côte d'Ivoire. Chacun des pays a élaboré un programme de formation qui a été mis en œuvre dans des conditions acceptables.

3.6 Participation aux séminaires et ateliers

55. AFRISTAT a été présente à plusieurs séminaires et ateliers divers en 2005 dont une réunion d'experts sur les perspectives économiques des Etats membres de l'UEMOA et le deuxième forum sur la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Ce forum sur la pauvreté en Afrique de l'Ouest, qui s'est déroulé du 18 au 19 juin 2005 à Ouagadougou (Burkina Faso) était organisé conjointement par la Secrétariat exécutif de la CEDEAO et la Commission de l'UEMOA avec l'appui technique de la Banque mondiale et financé par un fonds fiduciaire belge. A cette occasion, les activités que réalisent AFRISTAT dans les domaines du développement des bases de données, de la création des sites Internet et de l'analyse de la pauvreté ont été présentées.

4 APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX

56. Les appuis aux systèmes statistiques nationaux (SSN) des Etats membres et non membres au cours de 2005 ont concerné les domaines prioritaires du PROSMIC. Ils ont été rendus possibles grâce au Fonds AFRISTAT et aux partenariats, notamment la Banque mondiale, le PNUD, la CEDEAO, la Coopération française des Affaires étrangères et l'ACBF.

4.1 Formation continue

4.1.1 Elaboration des stratégies nationales de développement statistique et renforcement institutionnel

57. La Direction générale a contribué à la préparation des feuilles de route pour l'élaboration des stratégies nationales de développement statistique en participant à l'organisation et à l'animation des différents ateliers de Bamako en février, de Dakar en avril et de Ouagadougou en juillet 2005, portant respectivement sur la préparation des feuilles de route, l'information des consultants francophones et le lancement de l'élaboration des SNDS.

58. La Direction générale a participé à un atelier de validation du « Schéma Directeur de la Statistique au Mali » organisé par la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) les 24 et 25 novembre 2005 à Bamako. Il s'agissait de valider le projet de schéma directeur statistique 2006-2010 qui intègre les dimensions de la décentralisation, de la formation continue et de la recherche. Dans ce schéma, il est envisagé la dynamisation du Comité de Coordination Statistique et Informatique et la transformation de la DNSI en Institut de la Statistique.

59. La Direction générale a participé, du 12 au 13 septembre 2005 à Ouagadougou à un atelier de validation des études sur les stratégies de formation et d'informatisation du SSN et sur le statut de l'INSD du Burkina Faso. Elle a fait des commentaires sur les différents documents en vue de leur amélioration.

4.1.2 Séminaire sur le suivi statistique de la pauvreté

60. AFRISTAT a apporté son appui au Centre de formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL) à la définition, à l'organisation et à l'animation d'un séminaire qui a porté sur le thème « le Suivi statistique de la pauvreté » et qui s'est tenu du 28 juin au 8 juillet 2005 à Libourne (France). Ont participé à ce séminaire, 26 stagiaires originaires de 14 pays.

4.1.3 Séminaire en analyse sectorielle en éducation/BREDA/Pôle de Dakar

61. AFRISTAT continue son effort de recherche de partenariats techniques avec d'autres institutions pour un appui concerté aux Etats membres. Dans ce cadre, une collaboration a été initiée avec le Pôle de Dakar sur les cadres des dépenses à moyen terme (CDMT) en éducation. Cette collaboration se situe dans le cadre de l'effort d'investissement effectué par AFRISTAT dans le domaine de la programmation des politiques budgétaires sectorielles liées au DSRP, de leur suivi et de l'évaluation de leur impact.

62. Dans le même ordre d'idée, AFRISTAT a co-animé avec le Bureau régional de l'UNESCO de Dakar, un séminaire organisé, du 11 au 15 avril 2005 au siège d'AFRISTAT, pour cinq pays (Bénin Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal). Une trentaine de participants ont pris part au séminaire : des cadres techniques nationaux des ministères de l'Education, de l'Economie et des Finances et du Plan ainsi que des structures de suivi des stratégies de réduction de la pauvreté et des assistants techniques français du domaine en poste dans ces Etats.

63. La contribution d'AFRISTAT a consisté à travailler sur les données issues des phases 1 et 2 des enquêtes 1-2-3 menées dans 7 pays membres de l'UEMOA sur l'emploi, le chômage et les conditions d'activité (secteur informel) dans les grandes agglomérations, pour l'analyse des comportements des ménages vis-à-vis du marché du travail suivant le niveau d'instruction et par grand secteur de l'économie.

4.1.4 Atelier sur les politiques publiques de réduction de la pauvreté et de poursuite des OMD

64. AFRISTAT a co-organisé et co-animé avec le Département des Affaires Economiques et Sociales du Secrétariat Général des Nations Unies (DAES/NU), un séminaire sur "les politiques publiques de réduction de la pauvreté et de poursuite des OMD : quelles options stratégiques ? quels processus d'élaboration, de suivi et de révision" à Bamako du 24 au 26 mai 2005.

65. Ce séminaire a réuni les responsables ou les représentants des structures gouvernementales de suivi des DSRP/CSLP et ceux des Organisations de la société civile (OSC) du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. L'économiste national au bureau du PNUD en Côte d'Ivoire a également participé aux travaux de l'atelier. Au total 25 personnes, y compris les experts d'AFRISTAT, ont pris part à ce séminaire dont l'objectif était de dresser le bilan de

la situation en matière de lutte contre la pauvreté et de poursuite des OMD en Afrique sub-saharienne francophone ainsi que d'identifier une démarche critique pour améliorer le suivi des SRP et des OMD. Il s'est également penché sur les rôles de la société civile dans l'élaboration, le suivi et évaluation ainsi que la révision des DSRP. A cet effet, la tenue de ce séminaire a constitué une étape importante pour répondre aux préoccupations sur la participation effective des OSC aux processus DSRP et OMD.

66. La faible participation de la société civile au processus de suivi des DSRP et des OMD a été une préoccupation qui a fait l'objet de plusieurs commentaires. Ainsi, pour améliorer cette participation des propositions ont été faites. Il s'agit notamment de focaliser les efforts sur (i) une meilleure organisation des Organisations de la société civile (OSC), (ii) le renforcement des capacités de suivi, (iii) l'organisation de la collecte de l'information ainsi que de sa diffusion et (iv) la mise en place d'un réseau de surveillance sociale.

4.2 Appui à l'élaboration des comptes nationaux

67. L'appui en matière de comptabilité nationale a porté sur la rénovation et l'harmonisation des comptes nationaux des Etats membres conformément au SCN93 à travers des appuis directs et l'organisation d'ateliers.

68. Pour ce qui est des appuis directs aux INS, il s'agissait d'accompagner les pays dans l'élaboration d'au moins deux années de comptes (une année de base et une année courante) avec un renforcement des capacités des Etats membres à poursuivre de façon autonome leurs travaux de comptabilité à l'aide du système informatique ERETES.

69. Cette assistance vise à assurer la publication régulière d'une série de comptes nationaux portant sur les Tableaux des ressources et des emplois (TRE) à prix courant et à prix constant de l'année précédente et sur les comptes économiques intégrés, selon les exigences du SCN93.

70. L'état d'avancement de la rénovation des comptes nationaux et de la mise en œuvre du SCN93¹ dans les Etats membres d'AFRISTAT ayant bénéficié de l'appui d'AFRISTAT en 2005 se présente comme suit :

71. Au **Bénin**, les comptes de l'année de base 1999 sont déjà disponibles. L'assistance technique apportée cette année a permis de finaliser les comptes de la première année courante 2000 et de lancer les travaux de rattrapage des années 2001, 2002, et 2003.

72. Le **Burkina Faso** dispose maintenant de trois années de comptes élaborés à l'aide du module ERETES (1999, 2000 et 2001). Les travaux de repolation des années 1990 à 1998 et le rattrapage des comptes de 2002 et 2003 sont en cours.

73. Au **Gabon**, l'assistance fournie a permis d'achever l'élaboration des comptes de l'année de base (2001) et de lancer les travaux de la première année courante 2002.

¹ Voir tableau en annexe 1

74. En **Guinée Equatoriale**, le processus de rénovation des comptes nationaux vient de démarrer. A cet effet, l'équipe des comptes nationaux de ce pays a été formée aux méthodes d'élaboration des comptes in situ et à Bamako.

75. En **Mauritanie**, l'assistance fournie a permis d'achever l'élaboration des comptes de l'année de base (2000) et de lancer les travaux des deux premières années courantes 2001 et 2002.

76. Le **Niger** a achevé les comptes de l'année de base 2000 dont les travaux ont commencé en 2004. L'appui apporté par AFRISTAT a concerné la poursuite de l'élaboration des comptes de la première année courante (2001).

77. Au **Togo**, l'assistance fournie a permis d'achever les comptes de l'année de base 2000 et de lancer les travaux de la première année courante 2001.

78. Dans le cadre d'un protocole d'accord signé avec le Secrétariat exécutif de la CEDEAO pour l'harmonisation des statistiques nécessaires à la surveillance multilatérale, AFRISTAT a poursuivi son appui aux systèmes statistiques nationaux des Etats non membres de l'UEMOA pour l'amélioration de leurs comptes nationaux

79. Il s'agissait d'améliorer la comparabilité des PIB. L'assistance apportée a permis au Ghana, au Nigeria, au Cap Vert et à la Sierra Léone de disposer de PIB comparables. La Gambie et le Libéria ont encore besoin d'une assistance renforcée pour disposer de ce type de PIB. La méthodologie et les résultats obtenus ont été validés par le Comité de pilotage d'ECOSTAT.

80. S'agissant de la formation, deux ateliers ont été organisés. Le premier portant sur le traitement du secteur institutionnel des ménages et du secteur informel dans le SCN 93 a été co-organisé par la Direction générale et AFRITAC à Bamako en février 2005 et a permis de former deux agents par Etat membre. L'atelier a permis de rappeler les principes, concepts et définitions du SCN 93, d'échanger sur les expériences en matière d'intégration des données du secteur informel dans les comptes nationaux. Les enjeux de la révision du SCN 93 ont fait l'objet de discussion. Les principales recommandations ont porté sur l'enrichissement du guide méthodologique de nouveaux points (compte des assurances, licences de téléphonie mobile, prise en compte des nouvelles technologies de l'information, approfondissement des questions liées à la prise en compte du secteur informel, etc.), l'organisation d'une réunion sur le traitement des données des DSF dans l'optique de leur utilisation pour la comptabilité nationale et le renforcement de l'assistance technique d'AFRISTAT pour la mise en œuvre du SCN 93.

81. Le second atelier a porté sur l'élaboration des comptes dits « non définitifs ». En complément et en appui aux travaux de rénovation des comptes, AFRISTAT a ouvert un nouveau chantier avec pour principal objectif d'aider les INS qui le souhaitent à disposer plus rapidement des agrégats fiables. En effet, il a été relevé, au regard de multiples difficultés rencontrées par les INS, que les comptes définitifs paraissent avec des retards considérables et ne sont pas suffisamment utilisés.

82. Le programme qu'AFRISTAT met en place, avec l'appui des partenaires, notamment l'INSEE, devra permettre de rattraper les retards et de produire annuellement les comptes provisoires dans chaque pays, chacun en fonction de son contexte.

83. le séminaire qui a eu lieu en septembre 2005 à Bamako sur le thème “Réflexions sur les méthodes d'élaboration des comptes provisoires pour les pays membres d'AFRISTAT” avait pour but de poser les premiers jalons d'une telle entreprise.

4.3 Conjoncture et prévision économiques

84. En matière de conjoncture et de prévision économiques, la Direction générale a poursuivi les actions de formation à travers des séminaires. Des appuis ont été apportés au Cameroun, au Mali et à la Mauritanie en matière de publications conjoncturelles.

85. Deux séminaires sur la conjoncture et la prévision économiques ont été organisés, le premier en octobre 2005 à Libreville regroupant les Etats d'Afrique centrale membres d'AFRISTAT et le second, en décembre 2005 à Bamako regroupant les Etats d'Afrique de l'Ouest. Ces séminaires visaient un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agissait d'exposer les résultats de chaque pays sur le suivi de la conjoncture et les prévisions économiques à court terme, ainsi que de poursuivre et d'approfondir les rapprochements tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées. Environ 40 agents des INS, des services de prévision, des banques centrales et des organisations d'intégration sous-régionales ont pu bénéficier de ces formations. Ces séminaires ont permis une maîtrise plus grande de la présentation des événements conjoncturels et des prévisions économiques à court terme par les délégations nationales. Ils ont favorisé l'intégration dans les perspectives d'évolution annuelle des enseignements de la conjoncture et l'évolution de variantes des trajectoires de croissance en fonction d'aléas extérieurs (pluviométrie, cours des produits exportés, ...). Le ton des séminaires a parfois du mal à se situer entre les discussions techniques ouvertes et la défense et l'illustration de chiffres officiels parfois caducs au moment desdits séminaires.

86. Par ailleurs à la demande du Cameroun, du Mali et de la Mauritanie, AFRISTAT a organisé un atelier sur les méthodes d'analyse conjoncturelle à Bamako à l'intention des experts de ces pays. Cet atelier visait à lever les obstacles techniques rencontrés par ces responsables dans l'élaboration des publications, principalement par échange d'informations pratiques entre les participants. Il a permis également de former ces responsables de publication à l'analyse économique des données conjoncturelles et à l'établissement d'un diagnostic conjoncturel.

87. En terme d'appui direct pour la publication des données conjoncturelles, AFRISTAT a accompagné la Mauritanie et le Mali dans la publication de leurs bulletins trimestriels et de leurs notes de conjoncture. Cet appui a permis à la Mauritanie de publier sa première note de conjoncture.

88. La Direction générale a participé à une réunion d'experts sur les perspectives économiques des Etats membres de l'UEMOA où elle a fait des commentaires en vue de l'amélioration du document présenté.

4.4 Appui au suivi des statistiques des prix à la consommation

89. Au cours de l'année 2005, la Direction générale a poursuivi son appui aux Etats membres de l'UEMOA pour l'amélioration de leurs dispositifs de suivi des prix à la consommation. Ainsi, elle a participé à plusieurs réunions organisées par la Commission de l'UEMOA dans le cadre du Comité de suivi de l'IHPC. Elle a eu à faire part de ses observations sur le rapport de la mission circulaire de la commission de l'UEMOA sur la qualité des indices des prix et sur le projet de changement de base desdits indices dans les Etats membres et a proposé une méthodologie pour réviser les coefficients de pondération de l'indice de prix régional. La nouvelle base, quand elle pourra être confectionnée, permettra de prendre en compte les distorsions qui ont affecté la consommation des ménages des différents Etats depuis 1996 (nouvelles technologies de communication, nouveaux produits ou nouvelles filières d'importations en particulier d'origine asiatique, etc.). Une attention plus grande sera également portée aux problèmes qui se sont révélés comme des points relativement faibles de l'ancien indice (suivi des prix saisonniers, suivi des prix du logement et d'autres produits particuliers difficiles à mesurer...).

90. Dans le cadre d'un protocole d'accord signé avec le Secrétariat exécutif de la CEDEAO pour l'harmonisation des statistiques nécessaires à la surveillance multilatérale, AFRISTAT a poursuivi son appui aux systèmes statistiques nationaux de ses Etats non membres de l'UEMOA pour l'amélioration de leurs indices des prix à la consommation.

91. Il s'agissait d'accompagner les pays à adopter la nomenclature COICOP à 12 fonctions et d'élaborer une proposition de programme d'harmonisation à moyen terme des IPC.

92. A l'aide des grilles de passage proposées par AFRISTAT, tous les pays concernés, à l'exception du Libéria, disposent d'un IPC à 12 fonctions. Pour le Libéria, une assistance technique est nécessaire pour refondre son indice afin de le conformer au détail de la nomenclature COICOP.

93. Comme résultat de cette assistance, AFRISTAT a élaboré un programme d'harmonisation des IPC des pays de la CEDEAO. Ce projet de programme et les travaux d'amélioration des IPC ont été validés par le Comité de Pilotage d'ECOSTAT en décembre 2005.

94. Dans le cadre du Programme de mobilisation des capacités nationales pour la lutte contre la pauvreté (CAPNAT) en RDC, financé par la France, en sa composante 3 relative à la réhabilitation du système statistique, le projet de refonte de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa a été l'objet de l'assistance technique d'AFRISTAT. Il s'agissait de produire l'indice des prix à la consommation de Kinshasa suivant la méthodologie harmonisée au sein des Etats membres d'AFRISTAT. L'assistance technique a permis d'obtenir des prix de base à partir de la collecte effectuée au cours de l'année 2004, de produire des indices mensuels des prix à la consommation et de refondre la publication. Le nouvel indice des prix à la consommation a été rendu public en novembre 2005.

4.5 Appui à l'amélioration des statistiques d'entreprises

95. Dans le domaine des statistiques d'entreprises, les appuis aux INS ont porté sur l'élaboration des indices de la production industrielle (IPI) et l'organisation des répertoires. Ces actions, réalisées au Burkina Faso, en Guinée Equatoriale, en Mauritanie et au Togo, ont été prises en charge dans le cadre des programmes nationaux ou régionaux. L'appui apporté au Togo a été réalisé dans le cadre du Programme de mise en œuvre des plans d'amélioration inscrits au Système général de diffusion des données du FMI (contrat signé entre AFRISTAT et le FMI) ; ceux du Burkina Faso et de la Guinée

Equatoriale l'ont été grâce à des projets nationaux financés par la Banque mondiale ; enfin, l'assistance à la Mauritanie a été financée sur les ressources propres d'AFRISTAT.

96. En **Guinée Equatoriale et au Burkina Faso**, l'appui a porté sur la réalisation des travaux préparatoires pour la mise en place d'un répertoire d'entreprises. Il s'agissait notamment de l'identification des sources d'information et la définition des modalités de gestion des futurs répertoires.

97. En **Mauritanie**, il s'agissait d'appuyer l'ONS dans la préparation de l'enquête nécessaire à la constitution du répertoire d'entreprises et à la sélection de l'échantillon de base du futur indice de la production industrielle. La population d'entreprises qui sera interrogée dans le cadre de l'enquête de repérage dont les résultats seront utilisés pour l'initialisation du répertoire des entreprises a été définie et une proposition de questionnaire a été faite.

98. Au **Togo**, l'assistance technique a consisté à aider la DGSCN dans la mise en œuvre de la méthodologie de l'indice harmonisé de la production industrielle de l'UEMOA et à appuyer la Direction de l'Economie pour l'actualisation de l'échantillon d'entreprises suivi dans le cadre de l'enquête de conjoncture.

4.6 Appui à l'amélioration des Statistiques agricoles

99. Le Ministère de l'élevage et de la pêche du Mali a initié, avec l'appui d'AFRISTAT, une enquête test sur les paramètres du troupeau. L'ensemble des travaux a été réalisé par un comité technique comprenant un expert d'AFRISTAT et des agents du ministère. Cette enquête permettra, d'une part, au Ministère de l'élevage et de la pêche de relancer les enquêtes annuelles de suivi du troupeau à travers la formation de cadres aux techniques statistiques (questionnaire, échantillonnage, traitement), et d'autre part, à AFRISTAT de publier un manuel méthodologique pour de telles opérations. L'appui d'AFRISTAT a consisté en la préparation des documents techniques (questionnaire, manuel d'agent enquêteur) et la constitution d'un plan de sondage. La collecte, l'apurement et la tabulation des données ont été réalisés par le Comité technique. Une ébauche du rapport sur la méthodologie et les résultats est en cours de relecture pour une prochaine publication.

100. La Direction générale a participé à deux ateliers. Le premier relatif aux statistiques de l'environnement qui a été organisé par le DSNU, le PNUE, la CEA et la CEDEAO, en février-mars 2005 à Dakar, a permis de former les participants au cadre sur les statistiques de l'environnement et d'adopter un questionnaire pour la compilation des données environnementales. Le deuxième était une table ronde sous-régionale sur les systèmes intégrés de statistiques agricoles en appui aux politiques et programmes de sécurité alimentaire. Organisé par la FAO, il s'est déroulé du 19 au 21 octobre 2005 à Accra (Ghana). Les résultats de ces rencontres permettront aux pays d'intégrer les statistiques agricoles dans les SNDS.

4.7 Appui aux Etats pour le suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté

101. Les activités dans ce domaine ont été réalisées pour la plupart dans le cadre des projets associés financés par les partenaires au développement. La mise en œuvre de ces différents projets a permis de développer une synergie entre les partenaires, en particulier dans le cadre du développement des systèmes d'information cohérents pour le suivi de la pauvreté.

4.7.1 Enquêtes sur les dépenses des ménages

4.7.1.1 Poursuite de l'appui à la réalisation, au traitement et à l'analyse des enquêtes 1.2.3 dans les Etats membres de l'UEMOA

102. Les pays de l'UEMOA, excepté la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau, ont réalisé entre 2001 et 2004 la phase 3 de l'enquête 1-2-3 sur la consommation des ménages dans les principales agglomérations. Le financement de cette phase a été assuré par la Coopération Française pour le Bénin, le Togo et le Niger et par la Banque Mondiale pour le Mali et le Burkina Faso. Cette phase est une enquête sur la consommation des ménages.

103. Les appuis techniques apportés dans les pays ont concerné les travaux d'apurement, de traitement et d'analyse des résultats. Ils ont permis :

- d'harmoniser les méthodes de traitement pour l'ensemble des cinq pays en collaboration avec DIAL ;
- de disposer des résultats de la phase 3 pour chacun des 5 pays et de procéder à des analyses.

A l'issue des travaux , des rapports régionaux sur les résultats ont été publiés ainsi que ceux d'analyse.

4.7.1.2 Autres appuis à la réalisation des enquêtes sur les dépenses des ménages

104. Au **Congo**, AFRISTAT a poursuivi son assistance technique dans le cadre de la préparation de l'enquête congolaise auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM). L'appui fourni a consisté à la révision des documents techniques, à la mise en œuvre du plan de sondage et à l'organisation des dispositifs de collecte, de saisie et de traitement des données en vue du lancement de l'enquête proprement dite. Le traitement et l'analyse sont prévus pour janvier 2006.

105. Au **Bénin**, l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) a en projet la réalisation, au cours des prochaines années, d'une série d'enquêtes auprès des ménages. A cet effet, la base de sondage récente dont dispose l'INSAE est le fichier du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Bénin (RGPH3). Toutefois, cette base qui comprend plus d'un million de ménages répartis dans 7397 zones de dénombrement (ZD) sur toute l'étendue du territoire, est coûteuse à entretenir. Fort de ces contraintes de coût, l'INSAE se propose de mettre en place un échantillon maître de ZD qui devra servir de base de sondage pour ces futures enquêtes auprès des ménages. Les travaux cartographiques préliminaires à la mise en place de l'échantillon maître ont bénéficié de l'appui technique d'AFRISTAT. Ils ont consisté notamment à :

- identifier à partir du fichier du troisième recensement général de la population et de l'habitat, les zones de dénombrement (ZD) sous-dimensionnées ou sur -dimensionnées ;
- proposer des approches de regroupement de ZD sous-dimensionnées et de segmentation des ZD sur-dimensionnées.

106. La prochaine étape sera consacrée entièrement à la proposition d'un plan de sondage, au tirage de l'échantillon maître et à la définition des modalités de sa gestion.

107. En **Guinée Equatoriale**, l'assistance a consisté à appuyer la Direction générale de la statistique et des comptes nationaux dans la définition d'un type d'enquête devant permettre la production des informations nécessaires pour l'évaluation de la pauvreté et la mise à jour des

pondérations de l'indice des prix à la consommation, de proposer un budget et une organisation pour sa mise en œuvre.

108. Au **Cameroun**, AFRISTAT a appuyé l'INS dans la réalisation de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (EESI) en 2005. Cet appui a concerné la rédaction du rapport principal de la phase 1 et l'apurement des données de la phase 2.

109. Concernant l'assistance apportée au **Tchad** pour l'exploitation des données de l'ECOSIT2 et la publication des résultats, il faut rappeler l'implication de diverses partenaires. Au cours de l'année 2004, AFRISTAT avait réalisé deux missions d'assistance sur la saisie. Ensuite un consultant statisticien informaticien recruté par la Banque mondiale a aidé l'INSEED dans l'apurement des fichiers. Un spécialiste des questions de sondage a réalisé en juin 2005 une mission qui a permis de déterminer les coefficients d'extrapolation spatiale.

110. A la suite de toutes ces missions, un diagnostic consensuel a été posé sur la nécessité de se limiter dans un premier temps à l'exploitation des seules données du premier passage, surtout dans le contexte de raréfaction de financement et surtout pour diverses raisons décrites dans les différents rapports.

111. Conscients de la nécessité de réaliser l'exploitation et les analyses de la masse de données collectées sur les ménages, le Gouvernement tchadien a obtenu du PNUD une mission d'un consultant international qui a confirmé le diagnostic et proposé un programme d'activités pour aider à l'élaboration et à la publication des principaux résultats attendus de cette enquête que les partenaires seraient disposés à financer.

112. En **République Démocratique du Congo (RDC)**, AFRISTAT a poursuivi son appui à l'INS dans la réalisation de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages à Kinshasa (enquête 1.2.3) dans le cadre du CAPNAT. L'assistance au cours de l'année 2005 a concerné l'apurement et l'analyse des données recueillies. Concernant spécifiquement l'analyse des données, AFRISTAT a accueilli trois cadres congolais chargés de l'enquête pendant trois semaines afin de produire un document présentant les premiers résultats des trois phases de l'enquête. Les travaux seront poursuivis par l'INS de RDC pour approfondir l'analyse des données et assurer la diffusion des résultats détaillés.

113. A **Sao Tomé et Principe**, AFRISTAT a été sollicité au cours de l'année 2004 par le Bureau résident du PNUD pour apporter son assistance technique dans la réalisation d'une enquête auprès des ménages que prépare ce pays. Les objectifs de l'enquête sont i) la mise à jour des coefficients de pondération de l'indice de prix à la consommation et ii) l'évaluation de la pauvreté. L'assistance technique fournie en 2005 a permis de concevoir les programmes de saisie, de finaliser les documents techniques, de mettre en œuvre le plan de sondage, de former les superviseurs de l'enquête et de faire des propositions pour l'organisation de la collecte, la saisie et le traitement des données.

114. Au **Burundi**, l'ISTEEBU a entrepris la réalisation d'une enquête 1-2-3 à Bujumbura avec l'appui financier de la coopération française dans le cadre de son programme PARAFE (Projet d'Appui à la Réhabilitation des Administrations Financières et Economiques). Cette opération vise l'amélioration des statistiques sur l'emploi et le secteur informel au Burundi dès 2006 et la détermination des pondérations de l'Indice des prix à la consommation dans la capitale. L'exécution technique a été confiée à AFRISTAT dont l'assistance au cours de cette année a concerné la préparation des documents méthodologiques et de collecte, l'élaboration des programmes de saisie et

tabulation sous CPro, la formation des superviseurs et des contrôleurs, l'organisation du dénombrement et la définition des modalités de tirage de l'échantillon (1650 ménages). Le lancement de l'opération a été réalisé en février 2006 et les premiers résultats sont attendus pour avril 2006.

4.7.2 Appui à la mise en place de systèmes d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et des /OMD

115. AFRISTAT a poursuivi la mise en place des outils de suivi et évaluation des DSRP et des OMD. Il s'agissait de systèmes d'information pour le suivi des DSRP, des OMD et du marché de l'emploi. Des appuis ont été apportés aux Etats dans le cadre de la mise en œuvre et de la vulgarisation des différents outils.

4.7.2.1 CRESMIC et sa mise en œuvre

116. Le CRESMIC, principal produit du Programme est un document qui définit l'architecture-type et une méthodologie harmonisée de mise en place d'un système d'information cohérent pour le suivi et évaluation des DSRP et OMD ainsi que le rôle des différents acteurs impliqués dans le suivi et évaluation.

117. Le CRESMIC a défini trois niveaux de système d'information appelés sous-systèmes : (i) le suivi de la pauvreté et des conditions de vie des ménages, (ii) le suivi de l'exécution des programmes et projets et (iii) les évaluations d'impact des politiques et quatre dimensions² pour la mise en place d'un Système d'information pour la réduction de la pauvreté (SIRP).

118. Il a également proposé une liste minimale d'indicateurs³ de résultat et d'impact qui a été élaborée à partir des listes d'indicateurs des DSRP de dix-huit pays et de la liste des 48 indicateurs des OM.

119. Cette liste couvre les douze domaines définis à partir des DSRP : macroéconomie, pauvreté et inégalités sociales, santé et nutrition, éducation, emploi, cadre de vie, communication et information, agriculture, infrastructures, secteur privé, environnement, gouvernance et participation.

120. Le CRESMIC a été validé au cours d'un atelier, qui a réuni du 15 au 17 mars 2005 à Bamako, les responsables des instituts nationaux de statistique, des structures nationales de suivi des DSRP/CSLP et des bureaux du PNUD de vingt-deux Etats bénéficiaires⁴ du Programme. Ont également participé aux travaux de l'atelier, le Conseiller interrégional du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES/NU), un consultant du bureau régional du PNUD pour l'Afrique, le Coordonnateur régional du Projet régional d'appui aux cadres nationaux de suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté (PARSEP) et un représentant du Secrétariat de PARIS21. Au total 72 personnes, y compris les experts d'AFRISTAT, ont pris part à l'atelier. Le CRESMIC sera traduit en anglais et posté sur le site Internet d'AFRISTAT.

121. Des appuis techniques ont été apportés aux pays pour la mise en œuvre de ce cadre. Des missions d'appui ont été effectuées dans les pays suivants : Burundi, Burkina Faso, Centrafrique, Comores, Gabon, Guinée, Mali, Niger, RDC et Togo. Elles ont porté sur :

² Il s'agit de la dimension ressources humaines, de la dimension institutionnelle, de la dimension spatiale et de la dimension temporelle

³ Cf. annexe 6

⁴ Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Comores, Congo (Brazzaville), Congo (Kinshasa), Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, et Togo

- la finalisation de la liste des indicateurs pour le suivi du DSRP/CSLP. Cette activité a été réalisée au Burkina Faso, au Burundi, Gabon, Guinée, Mali, Niger, et RDC ;
- l'élaboration de rapports de mise en œuvre du DSRP/CSLP : au Mali, l'appui a porté sur la rédaction du chapitre « Suivi et évaluation de la mise en œuvre du CSLP » et au Burundi, un canevas de rédaction du rapport ainsi que les termes de référence ont été proposés ;
- le diagnostic des capacités institutionnelles des structures en charge de la production statistique (Burkina Faso) ;
- l'animation de l'atelier d'adoption nationale du CRESMIC (Niger) ;
- l'identification des besoins d'appui et la proposition de programme d'activités pour la mise en place effective du SIRP (Togo, Centrafrique, Comores, Niger et RDC).

122. Le Burundi constitue un cas spécifique. En effet, en novembre 2003, le Burundi a adopté son CSLP Intérimaire afin de bénéficier d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. Cependant l'absence d'un noyau d'indicateurs adéquats de suivi du CSLP-I a constitué une contrainte ayant affecté les analyses des conditions de vie des populations. La rénovation du système de planification à court, moyen et long termes du Burundi n'est possible qu'en procédant au renforcement du système statistique burundais, qui n'est plus en mesure de produire les informations économiques et sociales nécessaires au pilotage de l'économie et au suivi des indicateurs de développement.

123. En avril 2004, dans le cadre du renforcement institutionnel du système statistique au Burundi, le Bureau du PNUD de Bujumbura a sollicité l'appui d'AFRISTAT pour : (i) concevoir et développer l'architecture d'un tel système d'information en tenant compte des capacités du pays ; (ii) réaliser un diagnostic complet de la pauvreté au Burundi et (iii) proposer aux autorités compétentes des projets de textes qui définissent l'organisation dudit système.

124. Concernant la mise en place du sous-système suivi des indicateurs du CSLP, AFRISTAT a apporté une assistance technique en 2004 qui s'est concrétisée par la validation de la liste des indicateurs et les méta-données proposées dans le cadre de la mise en place d'un système d'information pour le suivi du CSLP et des OMD. Au cours d'un atelier, AFRISTAT a également présenté les résultats de ses premières réflexions effectuées dans le cadre de l'élaboration du «Rapport sur le diagnostic de la pauvreté au Burundi» à partir des données les plus récentes disponibles (Enquêtes prioritaires de 1998 et enquête QUID de 2002).

125. Cette dernière étude a fait, tout au long de l'année 2005, l'objet d'un approfondissement qui a été, à partir d'août 2005, harmonisé avec le travail mené par l'équipe « pauvreté » de la Banque mondiale, qui de son côté a produit un rapport fondé sur les données de l'enquête de perception de la pauvreté qui s'est déroulée en 2004. Pour le PNUD et les autorités burundaises compétentes, ces deux rapports se complètent et permettront d'enrichir la connaissance sur les manifestations de la pauvreté et la formulation des axes de politiques susceptibles d'être mis en œuvre pour le prochain CSLP complet.

126. Ce double résultat a été présenté lors d'un atelier méthodologique de validation tenu à Bujumbura le 8 décembre 2005. Les experts d'AFRISTAT et de la Banque mondiale ont proposé une nouvelle estimation consensuelle des seuils de pauvreté par la méthode du coût des besoins essentiels avec le choix du seuil calorifique normatif à 2400 Kcal et la prise en compte des économies d'échelle dans les ménages. Cette nouvelle approche permettra d'actualiser les documents produits à partir de janvier 2006.

127. AFRISTAT a appuyé la **République Démocratique du Congo** dans l'élaboration du diagnostic de la pauvreté en vue de la finalisation du DSRP. L'appui a consisté à coordonner le recrutement de consultants et l'apurement des données de l'enquête nationale en novembre 2005.

4.7.2.2 Amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail

128. Dans le cadre du projet pilote d'appui à l'amélioration des statistiques sur le marché du travail financé par l'ACBF, AFRISTAT a soutenu les pays bénéficiaires (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie) dans la production de données sur l'emploi. AFRISTAT a principalement axé son action sur les domaines suivants :

- le fonctionnement harmonieux des différents systèmes ;
- le renforcement des capacités des composantes nationales ;
- la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de l'information.

129. S'agissant du fonctionnement harmonieux et afin de pouvoir suivre l'exécution du projet et résoudre à temps les différents problèmes qui pourraient surgir sur le terrain, un système de rapports trimestriels et semestriels a été institué.

130. Dans le cadre du renforcement des capacités, AFRISTAT a organisé en mai 2005 un séminaire/atelier de formation sur la mise en place d'un système d'information sur le marché du travail (SIMT), considéré comme une formation de formateurs et qui s'adressait aux responsables techniques des composantes nationales. Ceux-ci relayeront sur le terrain certains aspects de la formation. A cette occasion, un manuel de formation sur le SIMT a été finalisé en anglais et en français.

131. En outre, ce séminaire a été l'occasion pour adopter le contenu des rapports à produire par les composantes nationales en vue du suivi des activités par l'Unité Régionale et pour la production par celui-ci du rapport semestriel d'avancement. Les publications à produire par les pays et l'Unité Régionale ont été définies, les contenus discutés et adoptés lors du séminaire de formation.

132. Une page Web pour le marché du travail a été créée sur le site www.afristat.org dans la rubrique « Lutte contre la pauvreté ».

133. En matière de collecte, de traitement et de diffusion de l'information, AFRISTAT a entrepris de récupérer les bases de données des enquêtes emploi en vue de la réalisation d'une étude comparative des principaux indicateurs du marché du travail.

4.7.3 Appui aux Etats pour la diffusion de l'information statistique

4.7.3.1 Développement et Suivi des sites Internet des INS des Etats membres

134. Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante « Diffusion de l'information » du FSP "Renforcement des capacités statistiques", la Direction générale a poursuivi l'assistance technique aux Etats membres pour le développement et la mise en ligne de sites Internet dans les Instituts nationaux de la statistique.

135. Au début de cette année, le programme de développement des sites des instituts nationaux de statistique a été achevé avec la mise en place des sites du Tchad et du Togo. Il est à noter que seule l'Union des Comores n'a pas bénéficié de la phase actuelle du programme.

136. La Direction générale a poursuivi la veille des sites en portant une attention particulière à la mise à jour régulière des informations publiées, notamment les informations statistiques. Ainsi, elle a apporté son assistance dans la résolution de problèmes techniques (changement d'hébergement, changement de nom de domaine, difficultés de connexion aux serveurs d'Hémisphère) qui se sont

posés à certains Instituts (Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Bénin, Burkina Faso, Niger, etc.). Dans certains cas, il a été nécessaire de dépêcher une mission d'assistance technique qui a résolu le problème et a prodigué des formations complémentaires adéquates.

137. Dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire pour susciter l'engouement autour des sites au sein des instituts nationaux de statistique. Le manque d'intérêt se manifeste par des sites Internet dont les données ne sont pas régulièrement mises à jour. Les INS ne se sont pas encore appropriés cet outil important de diffusion de l'information et de promotion de la fonction statistique. Il ne reste connu pratiquement que du seul administrateur du site qui n'a pas toujours accès aux informations les plus récentes et dans le bon format.

138. Les prochaines actions devront donc se concentrer sur l'impulsion à donner pour la création ou la dynamisation au sein des INS de comités « Site Internet » beaucoup plus actifs qui devront faire participer tous les services producteurs de l'information statistique.

4.7.3.2 Appui à la mise en place d'un système de suivi-évaluation des politiques de réduction de la pauvreté en République de Guinée.

139. Dans le cadre du contrat de prestations de services entre AFRISTAT et le secrétariat permanent de la stratégie de réduction de la pauvreté de la Guinée, des appuis ont été apportés au système statistique guinéen. Ces appuis ont permis d'améliorer la liste des indicateurs du DSRP et des OMD et le circuit de collecte des données et d'installer une base de données socio-économiques : la Live Database (2gLDB) à la Banque centrale de la République de Guinée et à la Direction nationale de la Statistique (DNS). Une Banque de données d'enquêtes (Databank) a également été installée à la DNS.

5 ETAT DE LA COOPERATION AVEC LES BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

140. AFRISTAT a développé ou renforcé au cours de l'année 2005 ses liens de coopération et de partenariat avec plusieurs bailleurs de fonds et partenaires au développement. Les apports dont a bénéficié AFRISTAT ont permis de réaliser plusieurs actions conformes à celles préconisées par le PROSMIC. Cependant, il faut relever que la question de coordination des interventions des différents partenaires techniques et financiers au niveau de certains Etats reste encore posée. AFRISTAT a été amené quelques fois à suspendre des interventions lorsque les conditions ne favorisaient pas la complémentarité des actions.

5.1 Coopération française

141. En mai 2002, le Ministère français des Affaires étrangères et AFRISTAT ont signé dans le cadre du dispositif français « Fonds de solidarité prioritaire (FSP) », une convention de subvention au titre de la période 2002-2004 pour apporter un appui au renforcement des capacités statistiques d'AFRISTAT et de ses Etats membres. Cette convention avait fait l'objet d'une prorogation pour l'année 2005 et a permis de réaliser les activités suivantes :

- formation de deux experts d'AFRISTAT et 4 cadres des INS (Burkina, Cameroun, Sénégal et Tchad) en techniques de micro-simulation pour l'analyse de la pauvreté ;

- organisation de séminaires sur l'analyse conjoncturelle pour les Etats membres ;
- organisation d'un séminaire de formation à l'élaboration des comptes provisoires ;
- appui à l'amélioration du circuit de collecte de l'information et la mise en forme des données en vue de leur mise à jour effective sur les sites Internet des Etats membres ;
- poursuite du traitement et de l'analyse de l'enquête sur le secteur informel et la consommation dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l'UEMOA.

142. En 2004, le Ministère français des Affaires étrangères et AFRISTAT ont signé une autre convention de prestations à bon de commande dont les termes prévoient l'exécution de prestations d'appui au renforcement des capacités des pays d'Afrique subsaharienne. Dans ce cadre, les Services de Coopération et d'Action culturelle (SCAC) des ambassades de France à Libreville, à Nouakchott, à Dakar, à N'Djamena, à Bujumbura et à Kinshasa ont sollicité AFRISTAT pour réaliser un certain nombre d'actions au profit des INS du Gabon, de la Mauritanie, du Tchad, du Burundi et de la République démocratique du Congo (RDC). Ces appuis ont surtout concerné :

- au Gabon, la rénovation des comptes nationaux à travers l'implantation du module ERETES ;
- en Mauritanie, la rénovation des comptes nationaux et l'analyse conjoncturelle et la prévision à court terme ;
- au Sénégal, le développement des bases de données ;
- au Burundi, la réalisation d'une enquête 1-2-3 à Bujumbura en vue de l'amélioration des statistiques sur l'emploi et le secteur informel et la détermination des pondérations de l'Indice des prix à la consommation dans la capitale ;
- au Congo (RD), la réalisation de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages à Kinshasa (enquête 1.2.3) dans le cadre du CAPNAT.

5.2 Partenariat avec la Commission de l'UEMOA et le Secrétariat Exécutif de la CEMAC

143. La coopération avec l'UEMOA a été poursuivie au cours de l'année 2005. A l'actif de cette coopération on peut citer la participation active des experts d'AFRISTAT aux travaux de la rénovation des IHPC dans les Etats membres.

Il faut également relever la participation de la Commission de l'UEMOA et du Secrétariat Exécutif de la CEMAC aux réunions du Conseil scientifique et du Comité de direction d'octobre 2005.

5.3 Coopération avec la CEDEAO

144. Dans le cadre de la surveillance multilatérale, le Secrétariat exécutif de la CEDEAO a entrepris l'harmonisation des statistiques nécessaires au calcul des critères de convergence économique. A partir de l'audit des comptes nationaux et des indices des prix à la consommation des pays non membres de l'UEMOA mené par AFRISTAT en 2001, le Secrétariat Exécutif a mis en place un projet dénommé ECOSTAT. Celui-ci a pour objectifs : i) à court terme, l'amélioration de la comparabilité des PIB et l'adoption de la nomenclature COICOP à 12 fonctions dans tous les Etats membres de la CEDEAO ; ii) l'amélioration de l'Indice de Prix à la Consommation (IPC) des Etats tels que la Gambie, le Liberia et la Sierra Leone ; iii) l'élaboration d'un programme d'harmonisation à

moyen terme des IPC et des comptes nationaux de tous les Etats membres. Pour la mise en œuvre de ce projet, AFRISTAT a signé en janvier 2004 un protocole d'accord avec le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO pour jouer le rôle de consultant international.

5.4 *Coopération avec le PNUD*

145. Initié en fin d'année 2002 par le PNUD et AFRISTAT, le programme régional d'appui au suivi des DSRP et des indicateurs des OMD a démarré effectivement ses activités en fin 2003 avec la signature du contrat. Ce projet couvre une vingtaine de pays africains francophones incluant tous les Etats membres d'AFRISTAT et a pour objectif général d'apporter un appui aux Etats dans la construction de systèmes d'information cohérents et efficaces permettant de répondre aux besoins de production et d'analyse d'indicateurs pertinents pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD. Dans le cadre du monitoring, l'expert de la DAES a effectué des missions de supervision des activités du programme à Bamako.

146. Par ailleurs, les missions résidentes du PNUD à Sao Tome et Principe et au Burundi ont signé des contrats de services pour appuyer les gouvernements respectifs de ces deux pays dans le renforcement de leurs systèmes statistiques nationaux.

5.5 *Partenariat avec AFRITAC-Ouest*

147. Au cours de l'année 2005, AFRISTAT et AFRITAC-Ouest ont organisé un séminaire portant sur le traitement du secteur institutionnel des ménages et du secteur informel dans le cadre du SCN 93. AFRISTAT a participé aux réunions du Comité d'orientation d'AFRITAC. Ce dernier a pris part à la réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT.

5.6 *Partenariat avec la Banque mondiale*

148. AFRISTAT bénéficie d'un don de la Banque mondiale pour la mise en place des outils de suivi et d'évaluation de la pauvreté à AFRISTAT et dans trois Etats membres pilotes (Cameroun, Gabon et Mauritanie). Les objectifs spécifiques du projet sont la mise en place dans les Etats bénéficiaires et à AFRISTAT d'une base de données d'indicateurs socio-économiques (2gLDB) et la mise en place et la gestion régulière à AFRISTAT de la DataBank, entrepôt de données d'enquêtes. Des travaux de calcul de lignes de pauvreté et d'établissement de cartographie de la pauvreté sont également prévus. Des formations seront dispensées tout au long des travaux. Les actions ont commencé en décembre 2004 et doivent se dérouler jusqu'en décembre 2006.

5.7 *Partenariat ACBF/BIT/AFRISTAT*

149. L'objectif général de ce projet, financé par l'African Capacity Building Foundation (ACBF), est de contribuer au renforcement des systèmes d'information sur le marché du travail pour le suivi de la pauvreté en Afrique. Dans l'immédiat, le projet vise l'amélioration de la capacité des Etats, des partenaires sociaux et des institutions nationales des pays concernés dans la collecte, le traitement, l'analyse et la dissémination réguliers des données statistiques sur le marché du travail et le suivi de la pauvreté. La phase pilote du projet couvre les pays suivants : Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie. Pour la gestion du projet, un comité de pilotage dont la présidence est tournante a été mis en place. Tous les six mois, il se tient une réunion du Comité de pilotage.

5.8 Initiative de la Division des statistiques des Nations unies (DSNU) pour la rédaction d'un manuel d'analyse de la pauvreté en Afrique

150. AFRISTAT a apporté sa contribution à la rédaction d'un manuel d'analyse de la pauvreté en Afrique, activité initiée par la Division statistique des Nations unies en collaboration avec la CEDEAO. Dans ce contexte, il a été représenté en 2005 à un atelier régional sur la question à Abuja. Au cours cet atelier, la contribution d'AFRISTAT a consisté en une collecte de données auprès des Etats membres en vue d'alimenter la base de données sur les pratiques de la mesure de la pauvreté et la rédaction d'une section relative à la demande d'information pour le suivi statistique de la pauvreté.

5.9 Partenariat avec la BAD

151. Le Programme de comparaison internationale (PCI) est une initiative statistique mondiale mise en place en 1970 dans le but de produire des niveaux de prix et de dépenses internationalement comparables afin de faciliter les comparaisons entre pays des Produits intérieurs bruts. Le PCI pour l'Afrique (PCI-Afrique) est géré par la Banque africaine de développement (BAD) en collaboration étroite avec la Banque mondiale et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Le présent cycle du PCI a pour objectifs de produire des données fiables et d'actualité nécessaires pour calculer les Parités de pouvoir d'achats (PPA) et également d'appuyer la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les stratégies pour la réduction de la pauvreté (SRP).

152. La BAD a sollicité les organisations sous-régionales pour apporter un appui aux instituts nationaux de statistique dans la phase d'exécution du programme sur le terrain. Celles-ci ont été choisies en raison de leur participation active dans le développement de la statistique sur le continent et de leur expérience dans la gestion des programmes bénéficiant de financements internationaux. En particulier, elles interviendront dans l'organisation des ateliers et séminaires de formation ainsi que dans les activités d'appui à la collecte des prix. AFRISTAT fait partie de ces organisations sous-régionales pour la gestion des dispositifs de 20 pays (pays membres, Sao Tomé et Princes et la RDC).

153. C'est dans ce contexte qu' AFRISTAT a signé deux protocoles d'accord avec la BAD (Fonds FAD et Fonds BAD), respectivement le 9 décembre 2004 et le 7 avril 2005.

154. Le démarrage effectif des activités dans les pays placés sous la supervision d'AFRISTAT date du mois de juin 2005. D'une manière générale, à cette date tous les pays n'avaient pas encore réuni les conditions minimales pour entreprendre les activités. Les trois premiers mois (juin, juillet et août) ont donc été marqués par la poursuite de l'aide aux pays pour véritablement intégrer la démarche commune d'une part, et d'autre part, en accord avec la coordination régionale, des appuis techniques apportés à certains pays qui ont effectivement démarré la collecte des prix aux dates prévues notamment le Cap Vert, le Congo, la Guinée, le Mali et la Mauritanie. Des séminaires de lancement du programme portant sur la qualité des données ont été organisés de concert avec la BAD.

5.10 Partenariat avec d'autres institutions et organismes

155. AFRISTAT a développé d'importantes activités au cours de l'année 2005 avec les partenaires tels que DIAL, le PDM, Paris21 et l'INSEE. Avec DIAL, AFRISTAT a poursuivi sa coopération pour la réalisation, le traitement et l'analyse des enquêtes 1.2.3. La mise en place du Centre de recherche au sein d'AFRISTAT est le fruit de la coopération avec DIAL. AFRISTAT participe désormais à la rédaction et à la publication de la revue STATECO avec l'INSEE et DIAL. AFRISTAT contribuera à la diffusion de la revue en faisant la distribution directe d'exemplaires supplémentaires aux Etats membres. Le format électronique du numéro 99 a été posté sur le site Internet d'AFRISTAT. Il est centré sur les réalisations du projet PARSTAT de la Commission de l'UEMOA. Le sommaire du n°100 a été préparé par le comité de rédaction avec comme thème central "le Bilan et les Perspectives en matière de coopération statistique et économique". AFRISTAT prépare deux articles pour ce numéro : l'un sur le Programme stratégique de travail d'AFRISTAT et l'autre sur les instruments pour la prévision macro-économique dans les pays membres.

156. Il est attendu que les relations avec ces partenaires se renforcent au cours des prochaines années.

Annexe1: Mise en œuvre du SCN93 dans les Etats membres d'AFRISTAT en 2006

Etats membres	Année de base des comptes		Dernière Année de comptes		Mise en œuvre du SCN93
	Réalisés	En cours	Réalisés	En cours	
Bénin	Comptes 1999		Comptes 2000	2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants.
Burkina Faso	Comptes 1999		Comptes 2001	2002	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants.
Cameroun	Comptes 1993		Comptes 2003	Comptes 2004	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
Cap-Vert		Comptes 2002			En cours
Centrafrique	Comptes 1988		Comptes 1998		Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) élaboré.
Comores					
Congo					
Côte d'Ivoire	Comptes 1996		Comptes 2002	Comptes 2003	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
Gabon		Comptes 2001			Néant
Guinée					
Guinée Bissau					
Guinée Equatoriale					
Mali	Comptes 1997		Comptes 1999		Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
Mauritanie	Comptes 1998		Comptes 2000	Comptes 2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
Niger	Comptes 2000			Comptes 2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le

					Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) élaboré.
Sénégal		Comptes 1999	Comptes 2003		Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants.
Tchad					
Togo	Comptes 2000				Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) élaboré

ANNEXE : TABLEAU RESUME DES REALISATIONS AU COURS DE L'ANNEE 2005

A. APPUIS AUX ETATS MEMBRES ET AUX INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES D'INTEGRATION ECONOMIQUE

Actions	Résultats prévus au titre de 2005	Réalisations
Renforcement institutionnel		
Assistance aux Etats en matière d'organisation de leur système statistique national	<ul style="list-style-type: none"> Missions d'appui effectuées auprès des INS en fonction des demandes 	- Participation à la session du Conseil national de coordination statistique du Burkina Faso pour la validation d'un plan de formation, des résultats de l'étude du statut de l'INSD et du schéma directeur informatique
Assistance au suivi et la mise à jour des méta données du SGDD au Burkina, Cameroun, en RCA, en Côte d'Ivoire, en Guinée	Les méta données sont mises à jour	Activités non réalisées, les Etats n'ont pas saisi AFRISTAT pour leur mise en oeuvre
Appui à l'établissement d'un plan national de développement stratégique de la statistique en RCA, en Guinée	Un plan national de développement statistique à moyen terme est élaboré et adopté	Activités non réalisées en RCA et en Guinée mais AFRISTAT a participé au processus de validation du Schéma directeur statistique du Mali. Il par ailleurs contribué à l'élaboration des feuilles de route pour l'élaboration des SNDS par sa participation aux ateliers PARIS21
Appui au processus de réforme de l'INS du Niger : finalisation des documents techniques et administratifs	Textes (statuts, règlement...etc.) élaborés et publiés	Activités non entamées : le pays n'a pas formulé une demande formelle
Comptabilité nationale		

Actions	Résultats prévus au titre de 2005	Réalizations
<p>Implantation du système ERETES et rénovation des comptes nationaux au Bénin, Burkina, au Cap-Vert, en RCA, au Congo, à la Guinée, au Sénégal, au Tchad et au Togo</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats en fonction du niveau d'avancement des travaux dans les pays concernés 	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique apportée aux Etats suivants : Burkina, Bénin Gabon, Mali, Mauritanie, Niger et Togo. - Les comptables nationaux de la Guinée Equatoriale ont été formés l'élaboration des comptes nationaux selon le SCN93 ; - Participation à l'atelier de validation des comptes nationaux du Sénégal
<p>Appui à la mise en place d'une méthodologie d'élaboration des comptes provisoires et trimestriels au Cameroun</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La méthodologie est disponible 	<p>Tous les pays sont concernés. Un état des lieux en matière d'élaboration des comptes provisoires dans les Etats membres d'AFRISTAT a été déjà réalisé et validé au cours d'un atelier. Des pays pilotes ont été choisis pour la préparation de la méthodologie. Il s'agit du Cameroun, du Burkina Faso et de la Mauritanie</p>
<p>Appui à la formation sur les méthodes d'élaboration des comptes des administrations publiques, du compte du reste du monde, du TRE et du TCEI en Côte d'Ivoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils d'élaboration des comptes nationaux 	<p>Le pays n'a pas fait la demande</p>
<p>Appui à la mise en œuvre du Programme PCI-Afrique dans les Etats</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Participation effective des pays au Programme - Collecte des données sur les prix à la consommation - Cadres des SSN bien formés 	<p>Tous les pays ont accompli les formalités de participation au Programme. Les travaux ont démarré dans tous les pays. Des missions de supervision ont été réalisées et les résultats ont fait l'objet de trois ateliers de validation (Bamako, Yaoundé et Kampala)</p>

Actions	Résultats prévus au titre de 2005	Réalisations
Conjoncture et prévision économiques		
Organisation chaque semestre de deux séminaires pour l'Afrique de l'ouest et la CEMAC	<ul style="list-style-type: none"> • Séminaires organisés 	Faute de moyens financiers seul un séminaire a été organisé dans chaque zone
Formation aux méthodes d'analyse conjoncturelle des experts du Cameroun, de la Mauritanie et du Mali	<ul style="list-style-type: none"> • équipe formée 	Formation réalisée à Bamako
Formation sur les méthodes de réalisation d'une note de conjoncture économique et mise en place d'une note de conjoncture économique au Cameroun, en Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> • note de conjoncture élaborée et diffusée 	Assistance réalisée au Mali et en Mauritanie. Elle n'a pas encore eu lieu au Cameroun
Appui à la mise en place d'une base de données conjoncturelles en Centrafrique.	<ul style="list-style-type: none"> • base de données conjoncturelles fonctionnelle et accessible à tous 	Assistance non réalisée par manque de ressources financières
Appui méthodologique à la réalisation de l'enquête légère auprès des entreprises en Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> • base de sondage constituée • échantillon sélectionné • questionnaire décrit 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Statistiques de base : Statistiques du commerce extérieur		
Appui à la mise en place de la méthodologie de calcul des indices du commerce extérieur au Niger	Indices du commerce extérieur disponibles	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Statistiques de base : Statistiques d'entreprises		
Bénin Appui à la mise en place d'un répertoire des entreprises et à l'élaboration d'un indice de la production industrielle	<ul style="list-style-type: none"> • Des protocoles d'échanges d'information avec les partenaires au répertoire sont signés et mis en œuvre • Un répertoire fonctionnel 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Cameroun Appui à la réalisation d'un recensement industriel et commercial et à l'élaboration d'un répertoire des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Un répertoire des entreprises élaboré et diffusé • Le recensement est réalisé 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Centrafrique Appui à la mise en place d'un répertoire des entreprises et à l'élaboration d'un indice de la production industrielle	<ul style="list-style-type: none"> • Des protocoles d'échanges d'information avec les partenaires au répertoire sont signés et mis en œuvre • Un répertoire fonctionnel 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Côte d'Ivoire Appui méthodologique à la réalisation de l'enquête légère auprès des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • base de sondage constituée • échantillon sélectionné • questionnaire décrit 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise

Actions	Résultats prévus au titre de 2005	Réalizations
<p>Guinée Equatoriale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui à l'établissement d'un état des lieux en matière de statistiques sur les entreprises ; • Appui à la réorganisation du système statistique sur les entreprises ; • Assistance à l'élaboration du répertoire des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Protocoles d'échanges d'informations avec les partenaires de l'INS définis ; • Méthodes définies et appliquées • Répertoire élaboré et diffusé 	<p>assistance réalisée mais le répertoire n'est pas encore élaboré</p>
<p>Guinée Refonte de l'Indice à la production industrielle (IPI)</p>	<p>IPI disponible et diffusé</p>	<p>Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise</p>
<p>Mauritanie Assistance à la mise en place d'un indice de la production industrielle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • base de sondage constituée • échantillon sélectionné • questionnaire défini 	<p>Activité réalisée : Définition de la population d'entreprises et proposition d'un questionnaire d'enquête</p>
<p>Togo Assistance à la mise en place d'un indice de la production industrielle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • base de sondage constituée • échantillon sélectionné • questionnaire défini 	<p>Actualisation de l'échantillon de l'enquête de conjoncture et évaluation de la qualité des pondérations de l'indice harmonisé de la production industrielle</p>
<p>Statistiques de base : Statistiques de prix</p>		
<p>Côte d'Ivoire Appui pour le passage à la COICOP 12 fonctions et changement de base.</p>	<p>IHPC élaboré et diffusé avec la nomenclature COICOP à 12 fonctions</p>	<p>Cela a été réalisé avec la contribution de l'UEMOA et d'AFRISTAT</p>
<p>Guinée Assistance pour le passage à la COICOP 12 fonctions et changement de base.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • IHPC élaboré et diffusé avec la nomenclature COICOP à 12 fonctions ; • cadres formés 	<p>Le passage a été fait et les cadres ont été formés dans le cadre d'ECOSTAT</p>
<p>Tchad Appui au calcul des coefficients de pondération</p>	<p>Indices de prix à la consommation actualisés et diffusés</p>	<p>Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise</p>
<p>Statistiques de base : Statistiques agricoles</p>		

Actions		Résultats prévus au titre de 2005	Réalisations
Centrafrique Appui à la réalisation d'un recensement agricole		Documents techniques du recensement agricole disponibles	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Côte d'Ivoire Appui à la mise en place des méthodes d'estimation et au traitement des statistiques sur les produits vivriers		<ul style="list-style-type: none"> • méthodes d'estimation élaborées ; • Publication et diffusion des statistiques sur les produits vivriers 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Guinée Equatoriale Appui à la mise en place un système d'information sur l'agriculture qui prend en compte les besoins des utilisateurs, du suivi conjoncturel et de la comptabilité nationale		<ul style="list-style-type: none"> • système mis en place et fonctionnel ; • documents techniques de collecte élaborés et adoptés ; • système de traitement et de diffusion fonctionnel ; 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté			
Bénin	Appui à la mise au point de programmes de tabulation et de pondérations pour les enquêtes 1.2.3	des résultats extrapolés à l'ensemble du milieu urbain	Activité réalisée
	Appui à la mise en place d'un échantillon maître	Un échantillon maître est disponible pour les enquêtes futures	Entamée mais pas finalisée par manque de financement
Cameroun	Appui à l'analyse des résultats des enquêtes 1.2	Résultats publiés et rapports diffusés	Entamée mais pas finalisée et doit se poursuivre en 2006
	Appui à la mise en place des outils de suivi et évaluation de la pauvreté : base de données 2gLDB	La base de données est opérationnelle	Activité en cours
Congo	Appui au traitement, à l'apurement et à l'analyse des données de l'enquête ECOM	Données collectées, apurées, traitées, analysées et diffusées	- Activité en cours
Gabon	Appui à la mise en place des outils de suivi et évaluation de la pauvreté : base de données 2gLDB	La base de données est opérationnelle	- Activité en cours
Guinée Equatoriale	Appui au CSLP	Un cahier de charges rédigé Un système d'information pour le suivi du CLSP est fonctionnel	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise

Actions		Résultats prévus au titre de 2005	Réalisations
	Appui à la réalisation d'une enquête emploi	Mise en place d'un panel de l'emploi	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Guinée	Appui à la mise en place des outils de suivi et évaluation de la pauvreté : base de données 2gLDB	La base de données est opérationnelle	- Activité en cours
Mali	Appui au CSLP	<ul style="list-style-type: none"> • Un cahier de charges rédigé • Un système d'information pour le suivi du CLSP est fonctionnel 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise Non réalisée
	Appui à la réalisation d'une enquête emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un panel de l'emploi 	Activité en cours
Mauritanie	Appui à la réalisation d'une enquête emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un panel de l'emploi 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
	Appui au CSLP	<ul style="list-style-type: none"> • Un cahier de charges rédigé • Un système d'information pour le suivi du CLSP est fonctionnel 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
	Appui à la mise en place des outils de suivi et évaluation de la pauvreté : base de données 2gLDB	La base de données est opérationnelle	- Activité en cours
Sénégal	Appui à la réalisation d'une enquête emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un panel de l'emploi 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
	Appui au CSLP	<ul style="list-style-type: none"> • Un cahier de charges rédigé • Un système d'information pour le suivi du CLSP est fonctionnel 	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Diffusion de l'information statistique			
Bénin	Appui à l'archivage des questionnaires et autres documents techniques du 3 ^{ème} RGPH	Une banque de données des questionnaires et autres documents techniques du RGPH3 sont disponibles	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Cameroun	Appui à la de méthodes d'archivage des données	Données archivées	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Sénégal	Appui à la mise en place de méthodes d'archivage des données	Données archivées	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise

B. AUTRES ETATS MEMBRES ET INSTITUTIONS

Actions		Résultats prévus au titre de l'année 2005	Réalisations
Appui au renforcement institutionnel			
RDC	Appui à la revue institutionnelle des missions de l'INS	Les missions de l'INS sont mieux définies à travers des nouveaux textes organiques	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
Comptabilité nationale			
Pays anglophones de la CEDEAO	Appui à l'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes nationaux des Etats membres de la CEDEAO	A court terme, les PIB sont rendus plus comparables et conformes au SCN93 ;	Tous les pays concernés disposent de la méthodologie des PIB plus comparables et le programme à moyen 2006-2010 a prévu la rénovation des comptes nationaux. Cependant trois pays (Libéria, la Sierra Leone et la Gambie) n'ont pas pu calculé leurs PIB plus comparables.
		A moyen termes une proposition de programme de rénovation des comptes nationaux est disponible	
		des séminaires sont organisés et des cadres formés	
Conjoncture, statistiques d'entreprises et prix			
RDC	Appui à l'établissement d'un répertoire des entreprises	Un recensement est organisé ; Le répertoire est élaboré et diffusé	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise
	Appui à la rénovation de l'indice des prix à la consommation	Le dispositif de collecte est réorganisé ; Des indices sont élaborés et diffusés	
Pays anglophones de la CEDEAO	Formation sur le suivi de la prévision à court terme.	Le suivi conjoncturel en Gambie, au Libéria et en Sierra Leone est amélioré ; Des cadres sont formés aux techniques de suivi conjoncturel	Assistance non réalisée : demande d'intervention non transmise

Actions		Résultats prévus au titre de l'année 2005	Réalisations
	Amélioration des indices harmonisés des prix	Des cadres formés aux techniques d'élaboration des indices des prix ; Les indices sont rendus plus comparables et conformes à coicop à 12 fonctions Une proposition d'un programme d'harmonisation des indices des prix est disponibles	Tous les pays concernés disposent d'une série d'indices à 12 fonctions de consommation sauf le Libéria
Suivi des conditions des ménages, de la pauvreté, des DSRP et des OMD			
Burundi	Appui à la réalisation d'une enquête 1.2.3	Documents méthodologiques élaborés et validés	activité en cours
RDC	Réalisation d'une enquête 1-2-3 à Kinshasa	Selon les conventions signées entre le SCAC Kinshasa et AFRISTAT	activités en cours

C. AUTRES ACTIVITES DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT

Actions	Résultats attendus au titre de 2005	Réalizations
Activités d'ordre institutionnel		
Poursuite des activités de mobilisation des ressources propres d'AFRISTAT à travers des contacts avec les Etats et les partenaires	2,5 milliards de FCFA mobilisés à la fin de l'année 2005	Des visites de travail ont eu lieu au Niger, au Tchad, Cap vert, au Sénégal, en côte d'ivoire, au Cameroun et au Congo
Elaboration du cadre stratégique de travail de la Direction générale pour la période 2006-20010	Le cadre de travail et le programme d'activités sont élaborés	La Direction générale a élaboré un programme stratégique de travail d'AFRISTAT (PSTA) pour la période 206-2010 et le plan d'action 2006
Elaboration d'un projet de renforcement des capacités statistiques de la Direction générale	Le projet est élaboré	Des projets sont en cours de préparation pour être soumis aux partenaires pour financement
Organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT	Les réunions sont tenues	Deux Comités de direction, un Conseil scientifique et deux Conseils des Ministres se sont tenus au cours de l'année 2005
Participation d'AFRISTAT à des rencontres statistiques internationales	La participation d'AFRISTAT est effective	AFRISTAT a participé aux ateliers de PARIS21 sur les SNDS organisés à Dakar et à Ouagadougou, à la réunion du CODI à Addis Abébas, aux réunions du PCI-Afrique
Enquête annuelle auprès des INS (2004)	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête réalisée et rapport publié 	Enquête institutionnelle en cours : La Direction générale rencontre d'énormes difficultés pour collecter les informations auprès de INS malgré l'existence des consultants
Répertoire des experts régionaux et internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Répertoire régulièrement actualisé 	Répertoire est actualisé en continu

Actions	Résultats attendus au titre de 2005	Réalizations
Formation continue des experts d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> • Formation permanente assurée au niveau interne • 3 ou 4 experts envoyés en formation sur des questions statistiques ou de développement d'actualité 	Deux experts ont suivi un cours en microsimulation et deux autres un atelier sur le suivi de la pauvreté à Paris
Comptabilité nationale		
Séminaire régional sur les comptes des ménages et l'intégration des données du secteur informel dans les comptes nationaux	Les délégués des pays sont formés	Ce séminaire conjointement organisé avec AFRITAC, s'est tenu à Bamako au cours du 1 ^{er} semestre 2005
Séminaire régional sur les comptes provisoires et la diffusion des données de comptabilité nationale	Les délégués sont formés à une méthode harmonisée d'élaboration des comptes provisoires et un plan d'action est adopté	Il s'est tenu du 26 septembre au 1 ^{er} octobre 2005 à Bamako
Harmonisation des traitements en statistiques d'entreprises : développement d'un outil harmonisé de traitement des déclarations statistiques et fiscales	Le cahier des charges est rédigé Un financement pour la réalisation de l'outil est trouvé	Le cahier des charges est en cours de développement ainsi que la recherche de financement.
Mise en place d'une méthodologie d'élaboration de répertoires d'entreprises	Méthodologie élaborée et adoptée	Les travaux d'élaboration sont en cours
Elaboration d'un guide d'initialisation et d'administration d'un répertoire d'entreprises	Le guide est rédigé et est adopté	Les travaux d'élaboration sont en cours
Mise en place d'une méthodologie de recensement des entreprises industrielles et commerciale	Méthodologie élaborée et adoptée	Les travaux d'élaboration sont en cours
Conjoncture économique et sociale		

Actions	Résultats attendus au titre de 2005	Réalizations
Formation sur le suivi de la prévision à court terme : Organisation d'un séminaire zone Afrique centrale et en zone Afrique de l'Ouest	Les délégués sont formés	Un séminaire par zone s'est tenu
Suivi des indices harmonisés des prix	Indices des prix publiés régulièrement	AFRISTAT a participé aux réunions sur le suivi de l'IHPC dans les pays de l'UEMOA
Suivi de la pauvreté (DSRP/OMD)⁵		
Mise en place d'un réseau d'échange pour le suivi de la pauvreté : Organiser un atelier afin de mettre en place un réseau d'échanges pour l'analyse et le suivi de la pauvreté	1 ^{er} rapport de progrès sur les indicateurs relatifs aux objectifs du millénaire pour le développement	Non réalisée
Evaluation des systèmes d'information sur la pauvreté : Appui aux pays pour la conception et la validation de systèmes d'information sur la pauvreté	Bilan-diagnostic réalisé dans 10 Etats : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Centrafrique, Congo, Madagascar, Mali, Niger, Tchad, Togo	En cours au Burkina Faso, au Burundi, en Centrafrique, au Niger, au Tchad et au Togo
Elaboration des indicateurs de suivi des DSRP et des OMD : Appui aux pays sur l'élaboration des indicateurs de suivi des DSRP et des OMD	Indicateurs élaborés dans 10 Etats : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Centrafrique, Congo, Madagascar, Mali, Niger, Tchad, Togo	En cours au Niger
Diffusion et publication		
Mise en place de bases de données et des outils de suivi et évaluation de la pauvreté : Analyse du flux de données et optimisation de l'utilisation de la 2gLDB à AFRISTAT	Nouvelles procédures pour une meilleure centralisation et diffusion des données	Activité réalisée : les bases de données sont fonctionnelles
Création d'un entrepôt de données d'enquêtes	Mise en place de la Databank. Inventaire et collecte des données	La Databank est opérationnelle et les données d'enquête 1 2 3 de l'UEMOA sont archivées

⁵ Ces activités doivent être prises en compte dans les appuis apportés aux Etats concernés.

Actions	Résultats attendus au titre de 2005	Réalisations
Recueil des données socio-économiques des Etats membres	Les données sont diffusées	Les travaux sont en cours mais il existe de réelles difficultés pour la collecte. Certains consultants ne remplissent pas leurs missions
Publication de LLA et AFRISTAT Newsletter	Publications des 4 numéros de la LLA et de 2 numéros de la Newsletter	quatre publications de LLA sont disponibles
Publication d'un document méthodologique sur les statistiques agricoles	Document publié	Le document est en cours de lecture
Gestion de la documentation	Documentation gérée (publication du bulletin des sommaires, etc.)	Activité permanente